

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY

Bordeaux – Samedi 3 mars 2012

Je suis venu vous parler de ce que nous avons sans doute de plus précieux. Je suis venu vous parler de la République. La République qui fait de nous des femmes et des hommes libres. La République qui est une leçon de tolérance et de respect dans une région de France, la vôtre, où la tolérance et le respect font partie profondément de votre culture.

La République qui est le nom que les Français qui aiment passionnément la France, donnent à leur désir de vivre ensemble. La République donne à chacun d'entre nous des droits. Mais la République impose à chacun d'entre nous des devoirs.

Dans la République, on doit respecter celui avec lequel on n'est pas d'accord. Dans la République, chacun peut faire valoir son opinion. Nul n'a le droit de l'imposer aux autres par la violence. Dans la République, on n'empêche pas les autres de parler. Dans la République, on ne se comporte pas comme des voyous.

A Bayonne, jeudi dernier, j'ai vu des gens qui ne supportaient pas que l'on puisse avoir une opinion différente de la leur. J'ai vu des gens qui ne pouvaient pas admettre que l'on ne pense pas comme eux. Ces gens s'imaginent peut-être qu'ils vont gagner par la violence et par l'intimidation. Ils se trompent parce qu'en France, il y a une majorité silencieuse qui n'en peut plus de se taire et de supporter les leçons de ceux qui n'en ont aucune à donner !

Mes chers amis... mes chers amis, honte à ceux qui se sont joints aux séparatistes basques, petite minorité animée d'une haine aveugle contre la France et prête à tout. Honte à ceux qui ont donné au pays Basque une image tellement contraire à la réalité et à la tradition d'accueil de l'une des plus belles terres de France, le pays Basque, c'est la France !

Au fond, cher Alain, honte à ceux qui considèrent qu'une campagne électorale doit être une succession de guet-apens et de coups bas.

Mes chers amis, nous ne leur ressemblons pas. Nous ne leur ressemblerons jamais. Nous ne serons jamais sectaires. Nous refuserons toujours la haine. Jamais il ne viendrait à l'idée de quiconque parmi nous, de perturber leurs réunions, d'empêcher leurs rassemblements, d'invectiver leurs partisans.

Nous nous voulons les héritiers de VOLTAIRE : « Nous n'avons pas vos convictions mais nous nous battons pour que vous puissiez les exprimer ». Eh bien moi, mes chers amis, je ne veux pas de la République des partis, des clans, des sectaires et des haineux ! Cette République-là, nous la refuserons !

Je veux me battre pour la République des honnêtes gens, la République des honnêtes citoyens qui respectent les valeurs de la République et qui respectent les lois de la République. Ceux qui se rangent du côté des séparatistes qui détestent la France, je le dis comme je le pense, n'aiment pas la République. Ceux qui se rangent du côté des voyous, n'aiment pas la République. Et quand on n'est pas capable de défendre les droits des autres avec la même vigueur que ses propres droits, on n'a

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

pas compris ce qu'était la République et quand on ne comprend pas la République, c'est qu'on n'aime pas la République. Voilà la vérité.

Et je veux le dire sereinement mais solennellement à ceux qui nourriraient l'espoir de pouvoir m'intimider : j'irai partout à la rencontre des Français. Personne ne m'en dissuadera. Personne ne m'en empêchera. En cinq ans, je n'ai jamais reculé devant les pressions, ce n'est pas aujourd'hui que je vais commencer.

Ils ne veulent pas qu'il y ait une campagne ? Faites-moi confiance, il y aura une campagne et même une sacrée campagne. Ils ne veulent pas qu'il y ait de débat ? Faites-moi confiance, je les forcerai à débattre. Personne ne volera cette élection et cette campagne aux Français. Voilà notre réponse !

Vous pouvez compter sur ma détermination, elle sera totale. Vous pouvez compter sur mon énergie, elle sera complète. Et vous pouvez compter sur ma force, elle sera au rendez-vous. Mais au fond, en regardant ce spectacle, je me suis souvenu de 1965, j'étais bien jeune mais j'avais vu déjà des images où François MITTERRAND osait se présenter comme le candidat des Républicains contre le Général de GAULLE, laissant entendre à l'époque que le Général de GAULLE qui a sauvé la France, qui a sauvé la patrie, n'était pas un républicain ! Ils font toujours pareil. Ils s'approprient le mot et ils le vident de son sens.

Eh bien pour nous, la République, cela veut dire quelque chose. La République, c'est un projet. Je dirais même que la République, c'est une morale. Dans la République, il n'y a pas de place pour ceux qui n'ont aucune morale. Dans la République, on donne avant de recevoir. Dans la République, on fait son devoir, parce qu'on considère que faire son devoir n'est pas démodé.

Dans la République, on n'exige pas des autres ce que l'on est incapable de s'imposer à soi-même. Dans la République, le respect est une obligation. Dans la République, le civisme est un devoir. Et dans la République, la politesse est une valeur. Voilà les valeurs qui sont les nôtres !

Alors dans la République, on ne laisse personne sur le bord du chemin, on tend la main à ceux que les accidents de la vie ont broyés, à ceux qui sont fragiles, à ceux qui sont vulnérables, à ceux dont la vie est trop lourde. Parce que la République, c'est la solidarité. Mais la solidarité – je veux le dire parce que c'est mon devoir - il ne faut pas l'abîmer ; l'abîmer avec la fraude, l'abîmer avec la tricherie, l'abîmer avec les abus. Dans la République, il n'y a pas de place pour les tricheurs, pour les fraudeurs et pour les profiteurs.

La solidarité repose sur le travail des Français. On n'a pas le droit de gaspiller le fruit de ce travail. On n'a pas le droit d'en abuser. On n'a pas le droit de payer plus celui qui fait appel à la solidarité que celui qui travaille pour financer la solidarité. On n'a pas le droit de donner plus à celui qui n'a jamais travaillé et jamais cotisé qu'à celui qui a travaillé et cotisé toute sa vie.

Parce que dans notre esprit, la solidarité, ce n'est pas et ce ne sera jamais l'assistanat. La solidarité, c'est aider celui qui en a besoin pour se reconstruire, à retrouver sa place dans la société. C'est aider la mère isolée à élever ses enfants aussi bien que les autres. C'est aider le malade à vivre au milieu des autres. C'est aider l'enfant handicapé à aller à l'école comme les autres. C'est donner une formation au chômeur.

La solidarité, c'est un moyen pour empêcher la marginalisation, pour empêcher l'exclusion et non

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

pour encourager la marginalisation et pour encourager l'exclusion. La solidarité, c'est permettre à ceux qui ont tout perdu, de reprendre le contrôle de leur vie et la maîtrise de leur existence. La solidarité, ce n'est pas simplement la charité, aider à survivre celui à qui on ne veut pas donner les moyens de vivre ; la solidarité, c'est dire à chacun dans notre pays « tu as les moyens de vivre mais il faut pour cela compter sur ton travail, sur ton effort, sur ton mérite ; la société va t'aider mais tu dois te prendre en main ».

Dans la République, le chef d'entreprise est responsable de ses salariés, le professeur est responsable de ses élèves, les parents sont responsables de leurs enfants. Dans la République, on aide les gens à être responsables, on n'encourage pas l'irresponsabilité. La société n'est pas coupable de tout, chacun existe, assume ses décisions.

Dans la République, un chef d'entreprise ne part pas avec un parachute doré quand il a mis son entreprise en difficulté. C'est la raison pour laquelle je veux interdire les parachutes dorés.

Dans la République, le professeur ne se contente pas de faire la classe, il reste après les cours pour s'occuper des enfants, pour les soutenir, pour les guider, pour les aider. Je veux que demain, les professeurs restent davantage dans le collège et le lycée à la disposition de leurs élèves en contrepartie d'une augmentation de leur rémunération.

Dans la République, mes chers amis, il est légitime que les allocations familiales soient suspendues quand les enfants ne vont pas à l'école. Depuis que cette mesure est en vigueur, il a suffi d'un avertissement pour que 33.000 élèves qui n'allaient plus à l'école, retrouvent le chemin de l'école. Il n'y a eu que 170 cas où la suspension a été nécessaire et a dû être prononcée. Revenir sur cette mesure, par souci de son image, par souci du qu'en-dira-t-on, par lâcheté par rapport à la pensée unique, c'est affaiblir les valeurs de la République.

L'école, mais l'école, c'est central pour la République. L'école, c'est là où se forge la citoyenneté. L'école, c'est le lieu où s'ouvre l'intelligence, où se forme le jugement, où l'on se construit, où on apprend même à vivre avec les autres.

C'est en étant l'école de l'exigence – j'ose le mot – c'est en étant l'école de la rigueur – j'ose le mot – c'est en étant l'école de l'autorité que l'école de la République peut réaliser son idéal. Quel est l'idéal de l'école de la République ? C'est d'asseoir sur le même banc l'enfant du banquier, l'enfant de l'ingénieur, l'enfant du médecin, l'enfant de l'ouvrier, l'enfant de la femme de ménage, l'enfant de l'immigré et de leur donner à chacun la même chance dans la vie. Voilà la mission de l'école de la République !

Mes chers amis, à chaque fois que par lâcheté, on affaiblit l'exigence, on détruit la rigueur, on conteste systématiquement l'autorité, on affaiblit l'école et on fait reculer l'égalité des chances. Les premières victimes de l'école du laxisme, de l'école qui nie l'autorité du maître, de l'école qui refuse la discipline, de l'école qui a pour ambition de distribuer à tout le monde des diplômes qui n'ont plus aucune valeur, les premières victimes, ce sont les enfants des milieux modestes, ceux qui auraient le plus besoin de l'école pour réussir dans la vie.

L'école du laxisme, c'est l'école qui creuse les inégalités au lieu de les réduire. L'école du laxisme, c'est celle qui laisse pénétrer la violence dans ses murs, c'est l'école qui n'apprend pas aux enfants que le savoir est la récompense... le savoir est la récompense du travail et de l'effort. Ce ne sont pas des mots tabous, ce sont avec ces valeurs-là que l'on peut un jour construire sa vie d'homme !

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Tirer l'enfant vers le haut, c'est la République. Tirer l'enfant vers le bas, c'est le contraire de la République. La République, elle doit s'interroger sur le message qu'elle adresse à nos enfants lorsqu'elle désavoue un maire qui a giflé un enfant qui ne supportait pas d'être réprimandé pour avoir commis une incivilité et qui l'insultait. Si l'on ne fait aucun reproche à un enfant qui a commis une incivilité, si un enfant peut insulter en toute tranquillité le maire de son village qui représente l'autorité, qui le rappelle à l'ordre, comment alors mes chers amis, allons-nous éduquer nos enfants ? Ce n'est pas, ça ne sera jamais, ma conception de la République.

La République, c'est l'autorité de la loi. La loi comme expression de la volonté générale. La loi dont le respect s'impose à tous. Dans la République, il n'y a pas d'impunité pour celui qui viole la loi. Dans la République, il n'y a pas d'excuse pour le délinquant, il n'y a pas d'excuse pour le criminel. Des circonstances atténuantes, oui. Des excuses, non. Des peines proportionnées, oui. De l'impunité, non. Dans la République, quand on est condamné à une peine, la peine doit être exécutée.

Dans la République, celui qui revient temps devant la Justice parce que dès qu'il est sorti de prison, il viole de nouveau la loi, celui-là doit être puni plus sévèrement. On ne réduira pas le noyau dur de la délinquance qui empoisonne la vie des Français, sans les peines planchers, sans l'alourdissement automatique des peines pour les récidivistes. Je propose que l'on élargisse la définition de la récidive de façon que ceux qui accumulent des délits qui ne sont pas forcément les mêmes, voient aussi leur peine aggravée.

Mais à quoi sert-il de condamner si la liberté conditionnelle allège excessivement la sanction et lui enlève une bonne partie de son caractère dissuasif ? Je propose qu'un condamné ne puisse pas bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle avant qu'il ait effectué au moins les deux tiers de sa peine. Ou alors que la République ne se donne pas la peine de prononcer une sanction !

Le problème de l'exécution des petites peines est plus lourd de conséquences encore parce que les petites peines ont une valeur d'exemplarité, parce qu'en n'exécutant pas les petites peines, on donne un sentiment d'impunité dévastateur. Je veux revenir sur l'inexécution des peines inférieures à deux ans. Je veux corriger cette erreur. La peine prononcée par le tribunal ou par la Cour doit être systématiquement exécutée.

Pour que les peines soient exécutées, il faut construire des prisons.

Nous avons engagé un programme de construction de 20 000 places pour atteindre au total 80 000 places. Ce programme doit être mené jusqu'à son terme si l'on ne veut pas que les condamnations restent lettres mortes, si l'on veut que les incarcérations se fassent dans des conditions compatibles avec la dignité humaine.

La prison doit être une sanction, mais elle doit aussi préparer la réinsertion de celui qui a achevé sa peine et de celui qui a réglé sa dette avec la société. Il est nécessaire de développer de nouvelles structures d'incarcération qui contribueront à diminuer le taux de récidive sans céder un pouce de terrain sur l'effectivité de la sanction.

Dans la République, les droits de chacun doivent être garantis. J'ai voulu que ces garanties soient renforcées.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature a été réformé.

Les conditions de la garde à vue ont été changées pour permettre à l'avocat d'être présent tout au

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

long de la garde à vue.

La question prioritaire de constitutionnalité a été instaurée pour permettre à chaque Français lors d'un procès de contester la constitutionnalité de la loi. Mes chers amis, comme c'est drôle : les socialistes y tenaient tellement qu'ils l'ont promis pendant vingt-et-un ans et ne l'ont jamais fait. Je ne l'avais jamais promis et nous l'avons mis en œuvre.

Un contrôleur des prisons a été créé pour que les droits des prisonniers, car ils ont des droits, soient respectés.

Il nous reste des progrès à faire cette fois-ci pour les droits des victimes. Je pense en particulier à une question très sensible, le droit d'appel des victimes dans les procès criminels.

Aujourd'hui, sans doute ne le savez-vous pas, dans le face à face entre le criminel et la société, le droit d'appel des victimes n'existe pas. La victime ne peut pas faire appel d'une décision de justice qu'elle considère comme injuste. Aujourd'hui, la souffrance de la victime n'a pas son mot à dire. C'est un sujet très délicat. Je mesure le bouleversement qu'il introduira dans notre Justice. Mais je propose de l'instaurer pour les décisions des cours d'assises, pour la détention provisoire et pour l'exécution des peines. La victime a le droit de donner son avis sur la remise en liberté de celui qui en a fait une victime ou alors on ne reconnaît pas à la victime les droits que l'on reconnaît aux autres citoyens.

J'ai voulu, j'ai voulu l'introduction des jurys populaires dans les tribunaux correctionnels pour les affaires de violence aux personnes.

Dans la République, la Justice est rendue au nom du peuple. J'ai voulu qu'elle soit rendue par le peuple. Chacun le voit bien dans le procès d'assises où depuis toujours ce sont les jurys populaires qui rendent la Justice, donner la parole aux citoyens n'amoindrit pas l'autorité du jugement ; il la conforte.

Eh bien, je souhaite que les jurys populaires soient généralisés à tous les tribunaux correctionnels.

Je constate d'ailleurs, après bien des critiques, après bien des résistances, après bien des outrances que c'est une idée que personne ne songe plus à remettre en cause. La leçon, c'est qu'il faut toujours faire confiance au peuple français et que ceux qui ont peur du peuple ont tort, qu'il convient de ne jamais les écouter.

J'ajoute que je souhaite étendre les jurys populaires à la mise en détention provisoire et à l'application des peines.

Mais c'est sur la justice des mineurs que je voudrais insister le plus.

Notre droit des mineurs date de 1945. Il n'est plus en mesure de répondre à une délinquance de plus en plus précoce et d'une violence souvent inouïe.

Nous ne pouvons plus éluder la question de la remise à plat de notre Justice des mineurs.

Je souhaite que l'on distingue la dimension répressive et la dimension éducative aujourd'hui confondues entre les mains du seul juge des enfants, car le mineur hyper violent de 16 ans, je veux le dire, n'est plus un enfant et on ne doit pas le mettre devant un juge pour enfants.

Je propose que l'obligation de réparer le dommage causé soit une priorité de la politique pénale des mineurs. Ca vaut toutes les sanctions. Simplement réparer le dommage causé.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Il faut éduquer, mes chers amis. Il faut instruire. Mais l'angélisme n'est pas une solution.

On ne peut pas laisser dériver une partie, une minorité ; on ne peut pas laisser une minorité détruire la vie des autres, de ceux qui veulent étudier, de ceux qui veulent travailler.

C'est le rôle des parents, c'est le rôle de l'école, c'est le rôle de la police qui fait de son mieux. Mais c'est aussi le rôle de la Justice, je veux prononcer le mot, car si l'école ne peut pas vivre en vase clos, si la famille ne peut pas abdiquer toute responsabilité, la Justice non plus.

L'indépendance ne veut pas dire moins de responsabilité ; elle veut dire davantage de responsabilité. L'indépendance du magistrat n'est pas mise en cause parce qu'il travaille avec les policiers, avec les éducateurs, avec les élus et les juges du siècle ne se déshonorent pas en travaillant avec ceux du Parquet.

Dans la République, je veux le rappeler, toutes les institutions sont garantes ensemble de l'ordre social.

Chacun doit se sentir responsable de l'avenir de la République.

Chacun doit prendre sa part dans la défense de l'autorité car sans autorité, il n'y a pas de liberté.

La liberté exige des règles. L'enfant s'émancipe par la transgression. Mais pour transgresser, il faut qu'il y ait quelque chose à transgresser. Il faut qu'il y ait des règles, il faut qu'il y ait une autorité. Si les détenteurs de l'autorité ne la font plus respecter, et si les émetteurs de règles n'en émettent plus, qu'est-ce qu'il y a à transgresser ?

La République, c'est un régime d'autorité parce que c'est un régime de liberté.

La République, c'est un régime de fermeté, parce que c'est un régime de droits et parce qu'il faut que les droits de chacun puissent s'exercer sans nuire aux autres.

La liberté, ce n'est pas le droit de faire ce que l'on veut sans se soucier des autres. Dans la République c'est la loi qui protège la liberté de tous.

La République défend la liberté de chacun pour que chacun ne soit pas obligé de défendre lui-même sa liberté.

La République, ce n'est pas l'égalitarisme ; ce n'est pas le nivellement. C'est la liberté par l'égalité des droits et par l'égalité des chances. C'est la liberté par le mérite, par le travail et par le talent.

L'égalité d'ailleurs, c'est le refus que des groupes, des communautés, des minorités aient des droits différents des autres.

Dans la République, il n'y a pas de place pour le communautarisme ; il n'y a pas de place dans la République pour la discrimination.

Dans la République il n'y a pas de place pour les droits des minorités ; il n'y a de la place que pour les droits des citoyens. Et c'est très différent.

Dans la République, cher Jean-François, il n'y a pas de place pour la burqa. Dans la République, il n'y a pas de place pour ce qui fracture et pour ce qui divise.

La République, c'est le respect de la diversité, mais dans l'unité de la République.

La République, elle ne demande à personne, personne de renier sa propre histoire ; elle ne demande

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

à personne d'oublier ses origines, mais elle demande à chacun de prendre en partage quelque chose de plus que ses origines et que sa propre histoire. Elle demande à chacun ce quelque chose de plus, de prendre en partage des valeurs, une histoire, une culture, une langue, le français, un mode de vie et même une idée de la civilisation qui pour nous est incompatible avec l'inégalité entre les hommes et les femmes. C'est notre idée de la civilisation, l'égalité des sexes. La République, je veux le parler parce qu'on entend tant de gens à longueur de journée parler si mal de la République que par moments, on a envie de mettre les points sur les « i ».

La République ne demande à personne, personne de récuser son identité mais elle demande à tous de prendre en partage l'identité nationale. Et l'identité nationale, ce n'est pas un gros mot.

L'attachement à l'identité nationale, le devoir de la préserver, qu'il me soit permis de le dire, c'est un sentiment profondément républicain. Et je vais vous le démontrer car pour la République, la Nation est un partage et pour partager, il faut avoir quelque chose en commun qui soit plus fort que des intérêts. Un pays, le nôtre, qui a inventé la République au cri de « Vive la Nation » sur le champ de bataille de Valmy ne peut pas dissocier et ne peut pas opposer la République et la Nation. C'est notre conception de l'identité nationale.

Alors bien sûr, nous demandons, nous demandons, nous demandons ...*(devant les applaudissements)* ne croyez pas que cela ne me fasse pas plaisir mais j'essaie de suivre le cours de mes idées car, voyez-vous, j'ai une grande ambition, c'est d'essayer de faire des discours où on dit quelque chose. Je sais, c'est très original ! Je sais, c'est très démodé ! Alors, oui, nous demandons, j'emploie le verbe « nous demandons » à ceux qui veulent faire partie de la République de prendre en partage le modèle républicain.

La République est une promesse. Mais c'est une promesse faite à ceux qui s'engagent à la respecter, c'est une promesse faite à ceux qui s'engagent à la défendre ; ce n'est pas une promesse faite à ceux qui n'ont aucune considération pour la République ; ce n'est pas une promesse faite à ceux pour lesquels la République ne représente rien ; ce n'est pas une promesse faite, la République française, à ceux qui ne se sentent aucun devoir à l'égard de la France et de la République.

Et le premier devoir, pas le second, le premier, c'est de partager un imaginaire commun qui est l'autre mot d'une identité commune. Devenir Français doit être un acte de volonté. Ce doit être quelque chose que l'on veut passionnément et que l'on transmettra avec enthousiasme à ses enfants.

Donner le droit de vote aux étrangers, séparer le droit de vote de la citoyenneté et de la nationalité, c'est porter atteinte à la République parce que c'est ouvrir la voie au vote communautaire et c'est mettre les maires sous la menace du chantage communautaire. Or, la République ne reconnaît pas le communautarisme, aucune communauté.

Mes chers amis, rappeler que la République est laïque, ce n'est stigmatiser personne. C'est rappeler qu'après des siècles, des siècles, de conflits religieux la laïcité a permis de mettre fin à la guerre des consciences ; cet héritage est précieux, il doit être préservé à tout prix.

La laïcité ce n'est pas, chère Christine, le rejet des religions ; la laïcité ce n'est pas la religion mise au ban de la République.

La laïcité, c'est un principe de respect, le respect de toutes les croyances et de toutes les non croyances. La laïcité, c'est la pacification de l'espace public par le respect. Chaque mot a son sens : la

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

pacification, la tolérance, le respect.

La laïcité, c'est notre façon à nous les Français de distinguer le spirituel et le temporel. Nous ne voulons pas vivre dans un pays où on ne distingue pas le spirituel et le temporel. C'est une affaire de civilisation, la nôtre !

Et c'est le devoir de chacun dans la République, c'est son devoir d'adapter la pratique de sa foi à cette exigence civilisatrice, la nôtre, parce que cette exigence civilisatrice permet à chacun d'entre vous d'être libre, libre de croire ou de ne pas croire comme vous l'entendez.

La République protège toutes les religions. Mais nul dans la République, nul, ne peut imposer aux autres ses modes de vie, ses traditions au nom de ses convictions religieuses.

Nul, nul, nul ne peut nous demander de renoncer à notre mode de vie au nom de ses convictions religieuses. Nous ne l'accepterons pas, pas parce que nous ne respectons pas ses convictions mais parce que nous sommes attachés à nos valeurs qui sont le produit de siècles et de siècles. Nul ne peut nous demander de renoncer à notre mode de vie.

Alors, il faut considérer, mes chers amis, nos jours fériés, il faut considérer la place qu'occupent dans nos villages et dans nos villes les clochers de nos églises et les tours de nos cathédrales ; il faut considérer nos habitudes alimentaires, notre conception de la morale, il faut les considérer, entendez-moi bien, non pas comme des faits religieux mais comme des faits de civilisation, la civilisation de la République française.

Un peu de bon sens, beaucoup de tolérance, un zeste d'ouverture d'esprit, un effort de compréhension devraient permettre à chacun de trouver sa place dans la République.

Je vais parler de sujets, il ne faut pas en parler ; à force de ne pas parler des sujets qui préoccupent les Français, on laisse la place aux plus extrémistes, on laisse la place à l'intolérance, on laisse la place au racisme et à l'exclusion. Il n'y a pas de sujet tabou. Et je dénie à la pensée unique le droit de nous dire ce que l'on doit penser ou ce dont l'on doit parler. Nous n'avons aucune leçon à recevoir de la part de ceux qui, en d'autres temps, ont tellement exploité les extrémistes pour leurs propres intérêts électoraux.

Ainsi donc, ainsi donc, ceux de nos concitoyens que leurs convictions religieuses conduisent à ne consommer que de la viande abattue selon un rituel particulier, ont le droit de pouvoir le faire. Mais ceux qui n'ont pas les mêmes convictions ont le droit aussi qu'on les respecte. Et j'ai choisi cette région, la vôtre, mon cher Alain, ma chère Michèle, mon cher Frédéric, qui est une région de tolérance pour parler de cela. Je condamne sur ces sujets si sensibles les polémiques offensantes qui blessent inutilement.

Mais reconnaissons à chacun le droit de savoir ce qu'il mange, hallal ou non. Je souhaite donc l'étiquetage des viandes en fonction de la méthode d'abattage.

Quant aux cantines scolaires, elles sont aussi tenues au principe de la laïcité. Je m'opposerai à toute évolution qui irait dans un sens contraire.

Il n'y a pas de place dans la République pour le rejet de l'autre, il n'y a pas de place dans la République pour la xénophobie, il n'y a pas de place dans la République pour le racisme. Et il n'y a pas de place dans la République pour des piscines où il y aurait des horaires pour les femmes et des horaires pour les hommes !

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

La République est ouverte. La République que nous portons, elle est ouverte, elle est accueillante, elle est généreuse. Mais la République ne peut accueillir dignement que si elle n'est pas submergée par une immigration incontrôlée qui dépasserait toutes ses capacités d'intégration et d'assimilation.

Je vais parler de l'immigration en quelques mots et je vais vous dire des choses comme je les pense en liberté et en sincérité.

L'immigration, c'est un atout, l'immigration est une richesse, mais pourquoi ne pas reconnaître que l'immigration peut être aussi un problème ?

Pourquoi mentir ? Pourquoi ne pas avoir le courage d'employer les mots ? Je sais bien que pour les uns, dire « l'immigration est un atout », c'est choquant ! Eh bien c'est ce que je pense ! Et pour les autres, dire « l'immigration peut être un problème », c'est choquant. Eh bien c'est ce que je pense !

Je pense qu'il faut contrôler l'immigration pour qu'elle soit compatible avec nos capacités d'accueil, avec la situation de notre économie, avec la situation de notre école, et même avec l'équilibre de notre protection sociale. L'immigration, c'est un atout et se fermer conduirait, je le dis à vous mes chers compatriotes, immanquablement au déclin.

L'immigration c'est un atout, je vous le dis mes chers compatriotes, et l'immigration zéro est une absurdité. Mais, l'immigration peut être un problème. Ne pas le reconnaître, c'est cacher la vérité aux Français. Et dans ce domaine, comme dans tant d'autres, il n'y a pas pire faute que le déni de la réalité. Ceux qui veulent relâcher la lutte contre l'immigration clandestine, ceux qui veulent régulariser massivement les clandestins ne se rendent pas compte des conséquences sur l'équilibre de la République française. Ce n'est pas une affaire d'idéologie, c'est une affaire de bon sens. Et si les Républicains ne sont pas capables de défendre ces idées, alors ils ne méritent pas le beau titre d'hommes et de femmes d'Etat ; ce ne sont que des politiciens dont le seul but – parce que derrière cela, derrière les grands principes et derrière les leçons de morale, il n'y a qu'une seule idée : gagner une clientèle électorale à bon compte ! Voilà ce qu'il y a derrière et quand on a perdu le vote populaire, on veut mobiliser le vote communautaire. Voilà la réalité ! Et je le dis : compte tenu de l'état de la société, de l'état de nos comptes sociaux, ce qui est raisonnable – juste raisonnable - ce qui est responsable – juste responsable - c'est de lutter sans relâche contre l'immigration clandestine et de choisir la seule voie possible, celle de l'immigration choisie.

La France, je l'affirme, doit pouvoir exercer son droit de décider qui elle choisit de faire entrer sur son territoire et demeurer chez elle. La France ne peut pas - je le dis à mes amis parlementaires - laisser ce pouvoir seulement à des juges.

Vous êtes l'expression de la souveraineté nationale. La souveraineté nationale doit dire son mot. Notre système d'intégration - disons les choses comme elles sont - ne fonctionne plus. Il est submergé. Il faut donc le réformer, le concentrer sur ceux qui sont sur notre territoire pour leur donner toutes les chances – oui, toutes les chances - qu'ils méritent. Et en attendant que cette réforme urgente produise tous ses effets, nous devons réduire le nombre des arrivées sur notre territoire.

Il n'y a pas d'autre choix possible. Non pas par idéologie ! Non pas – c'est absurde – par peur de l'autre ! Non pas en reniant l'histoire de France ! Mais parce que simplement si on continue à accepter toujours plus alors que le système d'intégration est complètement « embolisé », alors qui seront les premières victimes ? Ceux qui sont sur notre territoire, que nous ne pouvons plus intégrer

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

correctement comme les générations précédentes avaient pu être intégrées ! Je laisse la peur des autres, la détestation des autres, la détestation de l'étranger à d'autres forces politiques ; ce n'est pas dans notre message mais nous sommes dans la réalité et non pas dans le déni de réalité.

C'est pour cela qu'il faut mettre des conditions au regroupement familial : un travail, un logement décent, l'engagement à apprendre le français. Si on ne satisfait pas ces conditions, eh bien ce n'est pas la peine d'envisager le regroupement familial. Il ne peut plus y avoir de regroupement familial automatique.

Est-ce trop demander de dire qu'il vaut mieux avoir un logement pour faire venir sa famille ? Un travail pour faire vivre sa famille ? Il devra en aller en même pour les visas d'entrée à la suite d'un mariage avec un Français.

Pour ce qui est de l'immigration clandestine, il y a aujourd'hui deux juges qui se partagent le contentieux : le juge judiciaire et le juge administratif. C'est souvent contradictoire. Je propose de confier tout le contentieux au seul juge administratif. Cette réforme, si nécessaire si l'on veut être efficace, oblige à modifier notre Constitution. Si la voie parlementaire se révèle impossible, je n'hésiterai pas à demander au peuple français de trancher cette question. C'est vous qui donnerez votre avis ! Et c'est vous, peuple raisonnable, qui direz ce que vous souhaitez !

Alors que nos capacités d'accueil sont saturées, alors que la France reste pour tous ceux qui dans le monde sont persécutés - et elle restera - une terre d'asile - Monsieur le ministre des Affaires étrangères - tellement accueillante, alors que la France reçoit pour son plus grand rayonnement et avec beaucoup de générosité de plus en plus d'étudiants dans ses écoles et ses universités, ce qui est beau pour le Français, je veux dire pour que les choses soient bien claires, que ceux qui viennent avec l'intention de ne pas respecter nos lois, de ne pas respecter nos mœurs, de ne pas respecter la propriété d'autrui, de ne pas envoyer leurs enfants à l'école, qui ne sont disposés à faire un effort sérieux ni d'intégration ni d'assimilation, je veux le dire, ceux-là ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française.

De la même façon, on ne peut être les bienvenus en France si la seule justification de sa volonté de venir, c'est d'obtenir des prestations sociales.

Là encore, tout le monde en parle, tout le monde y pense ! Il est temps que les Républicains se saisissent raisonnablement de cette question.

Pour que la République soit aimée, il faut que chacun puisse se l'approprier, puisse s'y reconnaître. Il faut que la République reconnaisse ses dettes, qu'elle panses les plaies. Je pense à nos soldats qui méritent considération, estime et admiration. Je les ai vus, ces soldats, en Libye, en Afghanistan et en Côte-d'Ivoire. Vous pouvez être fiers de l'armée française !

Je pense aussi aux rapatriés qui ont tout perdu. Je pense aux supplétifs d'Indochine et je pense aux Harkis auxquels nous devons tant et que nous avons eu tort d'abandonner.

Enfin mes chers amis, pour terminer, dans la République - je voudrais l'expliquer à un certain nombre de mes compétiteurs - il n'y a pas de place pour la lutte des clans et pour la lutte des classes. La lutte des classes, ce n'est pas la République. Ne vous y trompez pas, mes chers concitoyens. Quand on dit « Je veux faire payer les riches », c'est tout le monde que l'on veut faire payer. Quand on propose un taux d'imposition de 75% pour faire payer les riches et que l'on explique le lendemain : « Cela - je cite - n'a pas vocation à rapporter un seul euro au budget de l'État », je dis que c'est du cynisme. Je

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

dis que c'est une tartufferie et que ceux qui disent cela sont des tartuffes !

Il n'y a pas de place pour le cynisme dans la République française parce que le cynisme, c'est du mépris, du mépris pour les Français. On ne méprise pas les Français quand on aspire à les gouverner.

Mais la folie fiscale dont cette proposition démagogique est la manifestation, elle va coûter cher à tous ceux qui ne sont pas riches ! La morale de la République, ce n'est pas de matraquer fiscalement les classes moyennes parce que l'on n'a pas le courage de réduire les dépenses pour ne contrarier aucune des clientèles.

La clientèle des syndicats d'enseignants ne doit pas être contrariée ! C'est vous les classes moyennes, qui allez payer ! La clientèle des communautés ne doit pas être contrariée, c'est vous qui allez payer, les classes moyennes ! La clientèle des syndicats ne doit pas être contrariée ! C'est vous qui allez payer le refus d'assumer avec courage les propositions d'un de mes compétiteurs !

Dans la République, il n'y a pas de place pour le clientélisme.

Dans la République, on a le droit de faire grève, on a le droit de manifester, mais on n'a pas le droit d'empêcher les autres de travailler, on n'a pas le droit de prendre les autres en otages, on n'a pas le droit de casser, on n'a pas le droit de saboter, on n'a pas le droit de bloquer. Saboter le service public, c'est un scandale qui mérite des sanctions exemplaires.

Dans la République, le service minimum dans les transports en commun, à l'école et dans le transport aérien, c'est un principe éminemment républicain. Quand on est républicain on ne défend pas ceux qui bloquent tout ; quand on est républicain, on ne défend pas ceux qui prennent en otages les usagers.

Le Président de la République ne sert pas des clientèles, le Président de la République ne sert pas des corporations ; le Président de la République ne sert pas des castes. Le Président de la République sert l'intérêt général et sert les citoyens quels qu'ils soient ! Le Président de la République, il n'est pas au service d'un parti. Le Président de la République, il n'est pas au service de la droite ; le Président de la République, il n'est pas au service de la gauche. Il est au service de tous les Français quels qu'ils soient !

Mieux encore, le Président de la République, il ne gouverne pas qu'avec ses amis. Le Président de la République, il ne nomme pas que ceux qui ont toujours été d'accord avec lui. Au contraire, il doit confier par sagesse des responsabilités à ceux qui n'ont jamais été ses amis, à ceux qui n'ont jamais toujours été d'accord avec lui, parce que la République, c'est un bien commun. Et un pays éruptif comme la France a besoin de tolérance, d'ouverture et d'esprit de rassemblement ! C'est cela la République !

Le Président de la République n'exclut pas de l'administration tous ceux qui ne viennent pas de son parti. Nous voilà prévenus ! Nous voilà prévenus ! Voilà donc que sentant l'odeur du fumet, légèrement embrumée, on nous prévient : seront licenciés immédiatement tout policier, tout magistrat, tout procureur, tout fonctionnaire, tout préfet qui aurait eu quelques connivences avec le gouvernement de la République.

Eh bien le Président de la République, il a le devoir de ne pas être sectaire.

Le Président de la République, il doit être au-dessus de tout cela et doit avoir la sagesse de dire à ses amis « nous avons gagné, nous devons partager et rassembler » et il doit avoir la sagesse de dire à

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

ses amis : « nous sommes la majorité, nous devons respecter les autres » et il doit avoir la sagesse même de dire « quand on est Président de la République, il est normal d'être critiqué plus que les autres, justement parce qu'on est l'incarnation de la République ». Le Président de la République, il doit être sage et je vois qu'après avoir attaqué basement d'autres compétiteurs, on commence à dénoncer tel ou tel media ou tel ou tel journaliste qui ne seraient pas dans la bonne ligne ; ça commence avec moi et ça finit avec les autres. Ca promet ! Et ça n'aura comme seul résultat que de provoquer la mobilisation de cette majorité silencieuse à laquelle je crois tant.

Mes chers amis, je veux vous rendre la parole. Je veux rendre la parole au peuple pour faire vivre la République.

Françaises, Français, peuple de France, aidez-moi !

Aidez-moi à bâtir une République forte !

Aidez-moi à construire une France forte !

J'ai besoin de vous.

J'ai besoin de votre courage

J'ai besoin de votre énergie

J'ai besoin de votre enthousiasme.

J'ai besoin de votre mobilisation !

Vive la République ! Et vive la France !